



T3-00191

897695

Eco So His

Code épreuve : 270

Nombre de pages :

Session : 2019

Épreuve de : E.S.H ESCP

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

« Celui qui pense qu'une croissance économique exponentielle et infinie est possible dans un monde aux ressources finies est, soit un fou, soit un économiste ». Kenneth GOULDING met ici en lumière, avec un trait d'humour, la contrainte environnementale naturelle d'une planète aux quantités de ressources limitées, qui ne peut vraisemblablement pas aller de pair avec une croissance infinie. Il y aurait alors une décorrélation forte entre la réalité environnementale planétaire et un économiste, trop optimiste, enfermé dans la théorie, si celui-ci croyait à une croissance infinie.

F. PERROUX définit la croissance comme l'augmentation soutenue, sur une ou plusieurs périodes longues, de valeurs nominales d'un pays. Elle est mesurée par un indicateur de dimension : le PIB. Croissance et production sont donc intrinsèquement liés, or la production signifie, d'une part en amont l'incorporation de ressources naturelles afin de générer des biens, des produits destinés à la vente, à la consommation. D'autre part, en aval, la consommation de ces produits qui peuvent être raffinés et donc, en plus d'avoir généré une dépense énergétique polluante dans le processus productif, est susceptible de faire partie de la pollution, en tant que déchets ;

Des déchets qui posent problème au niveau environnemental car une fois raffinés ils ne sont plus biodégradables, laissés dans la nature ils détériorent donc l'environnement,

de plus même lorsque l'on tente de l'en débarrasser "proprement", ceux-ci induisent des coûts d'incinération importants, donc désincitatifs car ce sont des coûts sans rendement, qui ne contribuent pas à la croissance. Et cette incinération est elle-même une consommation d'énergie polluante car elle suppose généralement l'utilisation de pétrole.

La contrainte environnementale qui pèse, du moins qui devrait peser sur la croissance, est donc née de cette dichotomie dans une période de forte croissance généralisée et internationale due à l'expansion d'après guerre, les 30' Glorieuses. En 1971 une première alarme est sonnée sur les effets nocifs de cette trop forte croissance sur l'environnement avec le Rapport de Dennis et Donella MEADOWS "Halte à la croissance". En effet ceux-ci rapportent que les transformations des modes de consommation, initiées par la diffusion du modèle américain, et la production interne au cours de la période qui précède ont amené de façon significative les ressources naturelles mondiales. Un nouvel enjeu apparaît alors qui fut défini à BRUNDTLAND en 1987: le développement durable. C'est la capacité à satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Ainsi, comment la contrainte environnementale peut-elle modifier les conditions de la croissance?

En premier lieu il s'agit de montrer qu'en plus de pouvoir, la contrainte environnementale doit modifier, peser sur les conditions de croissance afin de "limiter la case" (I). Pourtant les faits empiriques actuels montrent que ce n'est pas assez le cas. Alors, est-ce qu'on ne peut pas? Ou est-ce qu'on ne veut pas? (II).



Les théories de la croissance traditionnelle ont été  
fait débat, mais ne sont pas absolument opposées à l'idée de  
soutenabilité (A). De plus la contrainte <sup>environnementale</sup> a déjà beaucoup  
transformé les mentalités et un nombre de mesures non-répliquables  
témoignent de l'influence de la contrainte environnementale  
actuelle (B). Pourtant les prévisions statistiques affirment que ces  
mesures sont insuffisantes au regard de la menace urgente que représente  
la contrainte environnementale (C).

Traditionnellement, la croissance était resumée par  
une fonction, la fonction COBB-DOUGLAS,  $y = f(K, L)$   
où  $y$  représente la production, elle est fonction de deux facteurs,  
le  $L$ , le travail, et le  $K$ , le capital. Associée à l'idée  
de contrainte environnementale cette définition rudimentaire  
de la croissance soulève un premier point. Le capital est  
une notion large qui incorpore également le capital  
naturel. Or ce capital, étant naturel, n'est produit  
par personne, il n'appartient donc à personne, en revanche  
lorsqu'il est détérioré celui-ci incombe à tous. C'est un  
bien commun. Ainsi la croissance en incorporant du capital  
naturel introduit déjà des dissonances environnementales car  
elle divise sur un point moral et juridique. Qui sommes nous  
pour pécher du tien et le vendre à un autre pays, puisque  
celui-ci appartenait à l'origine autant à vous qu'à nous? La  
contrainte environnementale agit directement sur les conditions  
de la croissance.

Lorsque la conception de la croissance a évolué, que  
la Révolution Industrielle a permis l'essor des techniques et  
de la technologie plus tard, on a observé des points de producti-  
vité, c'est à dire une ostension de croissance plus efficace. Ce  
phénomène peut résulter d'une augmentation de la quantité  
de facteurs introduits dans le processus productif. Mais aussi  
d'une amélioration de leurs performances due à un nouveau  
support technique par exemple. C'est ce que Solow  
appelle la productivité globale des facteurs de production



mesurée par le progrès technique "une manne providentielle" que Solow n'explique pas. Plus tard les théoriciens de la croissance endogène ont observé dans les années 80 une multitude de conséquences de particularité que ramenait un modèle de croissance incorporant du progrès technique. ROMER, LUCAS et BARRO ont théorisé une croissance auto-entretenu et cumulative fondée sur les gains de productivité du progrès technique et aux externalités positives que celui-ci engendre sur le tissu productif. Ces modifications de notre compréhension de la croissance associées à l'idée de contrainte environnementale soulèvent de nouveau des canaux d'interactions entre ces notions. À la fin de la grande dépression en France en 1890 suite à l'échec du Traité de Libre-échange de 1860 (COBBDEN-CHEVALER), le gouvernement français tenta de relancer l'économie, la croissance avec l'incorporation massive de nouveaux moyens de voyage, de se déplacer, le chemin de fer, qui permettait notamment aux locomotives de parcourir le pays vite. Le Plan FREYSSINET français transforme donc les paysages français par les grands travaux de construction. Et cet ensemble de techniques amenées à se développer sans contrainte environnementale puisque celle-ci arrivera bien plus tard seulement réannuler les modifications drastiques de l'environnement, notamment avec l'urbanisation toujours plus grande. Même la Chine a effectué son tournant de Lewis aujourd'hui. La croissance s'est développée sur le bien commun et la modifications environnementales.

Une question à donc plier par sujet, l'incorporation de capital naturel dans le processus de croissance, et l'incorporation de nouvelles techniques destructrices de capital naturel est-elle un processus inversible? Existe-t-il des biens substituables au capital naturel? Cette question de la soutenabilité oppose GERNENKRON, partissant d'une réponse négative. Jamais on ne pourra remplacer le capital naturel par un bien issu du capital technique, du progrès technique. J'oppose à cette théorie des auteurs plus contemporains comme J. MOKYR ou BRYNJOLFSSON dans "The Second Machine Age" (2015)



Code épreuve : 270

Nombre de pages :

Session : 2019

Épreuve de : E.S.H. ESCP

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Certes la croissance pose problème aujourd'hui, et force sur l'innovation et le progrès technique il est vrai que la pollution leur est imputable. Mais il ne faut pas "faire la course contre la machine" mais "avec la machine" selon Am. Car si on est capable d'innover pour créer de la croissance on peut aussi créer pour réduire la pollution et les externalités négatives de la croissance ou l'environnement, externalités qui ne sont pas prises en compte dans le PIB d'où un besoin de nouveaux indicateurs pour en tenir compte et permettre la modification des conditions de croissance. Mais qui dans leur principe ne sont donc pas fondamentalement opposés au respect du développement durable.

À la suite du rapport Brundage de 1971, une prise de conscience collective a animé la communauté politique internationale et ont été mis en place une succession de mesures pour assurer la modification des conditions de croissance aux regards de la menace pressante climatique. Ainsi le Protocole de Kyoto, les Accords de Paris, et le ODD 13 sont toute des organisations, rassemblements réguliers, ayant pour fondement la recherche de la direction optimale à suivre pour respecter la contrainte environnementale. Et si l'objectif du Protocole de Kyoto était de modifier les conditions de croissance de manière à rester sous le 2 degré d'augmentation de la température mondiale, le A16C a pourtant affirmé dans son rapport de 2014 que cet objectif était d'ores et déjà révisé. Alors, comment le comprendre?

Il semblerait que la mesure proposée par la modification des conditions de croissance n'ait pas été suffisante à la hauteur, NORDHAUS, en réponse à la contrainte environnementale avaient pourtant beaucoup qui pour la modification des conditions de croissance. Les Clubs climatiques avaient par exemple pour objectif de isoler la pays membres en termes de prestige de réputation internationale et dissuader les non-membres à rester étrangers aux clubs en les discriminant à l'international. De plus au delà du marché de quotas d'émission mis en place par l'état pour réguler par le prix les émissions de  $CO_2$ , NORDHAUS avait proposé un mécanisme d'ajustement aux frontières directement. Plus efficace celui-ci permettrait un protectionnisme tarifaire à la réduction de l'émission, de l'empreinte carbone d'un pays par le biais d'un prix cible. Admettre de 50 € la tonne de carbone en 2019, avec pour objectif un prix d'équilibre de 100 € en 2030.

Trajan est-il que toutes ces mesures ne fassent pas suffisantes et que le coût de la transition écologique, et donc le respect de la contrainte environnementale par la modification des conditions de croissance, augmente à mesure que nous attendons. Paul GIRAUD, l'économiste en chef de l'Agence Française de Développement estime que rien que pour "rester proche" de 2 degrés de Réchauffement en 2050, le coût de la transition écologique s'élèverait à 70 000 milliards de dollars, c'est à dire un prix de l'ordre du PIB mondial qui est encore amené à augmenter.

Ainsi la contrainte environnementale à en apparence modifier la mentalité, dans le fait elle n'est pas parvenue à modifier les conditions de croissance. Pourtant le temps presse.



Si aujourd'hui la contrainte environnementale pèse  
à avoir son autorité sur les conditions de croissance  
c'est en partie à cause d'un manque de volonté (A) qui  
résulte aussi d'une possibilité restreinte due au poids de  
la finance aujourd'hui (B). Cependant la Transition  
écologique énergétique à l'échelle supranationale est possible  
et viable, sous réserve d'une interprétation plus souple de  
toutes (C).

✱

Au regard de la scène politique internationale aujourd'hui,  
les choses que la contrainte environnementale est  
inégalement respectées. En 2017 le président des États-Unis  
est sorti des Accords de Paris, marquant ainsi sa  
volonté de se désengager de son rôle de leader, estimant  
que cela nuit à la croissance et à la compétitivité de  
son pays. Cette retraite est donc au détriment de l'environnement  
puisque les États-Unis sont le pays dont  
la consommation et l'empreinte carbone sont le plus  
importantes du monde. Ce manque de volonté politique pour  
jouer le rôle de "Géant Bienveillant" vis-à-vis de  
la contrainte environnementale pèse donc sur l'environnement  
augmentant le prix futur de la transition et désavantage  
les autres nations. Il y a un dilemme du prisonnier  
aujourd'hui face à la contrainte environnementale qui  
est justement dû aux conditions de croissance. Parce qu'un  
pays est une croissance élevée aujourd'hui il peut jouer  
sur sa compétitivité prix. Bas prix, des avantages comparatifs,  
la spécialisation, les Investissements etc... Si elle engage  
dans des accords climatiques est une contrainte risquant  
vis-à-vis des conditions de croissance car alors le pays  
vaiss qui ne le fait pas devient plus compétitif. En effet  
s'engager dans un accord climatique s'est accepter de  
ne pas utiliser son plein potentiel de croissance, c'est donc  
un coût sans aucun rendement. Si le vaiss ne fait pas  
cet effort alors il devient plus compétitif et gagne en  
puissance avec une meilleure croissance.



Le problème est donc plus posé ici dans la mesure où la nécessité de la contrainte environnementale n'est plus une incitation suffisante pour la satisfaire. Il y a des arbitrages à court-terme qui sont effectués au détriment du long-terme aussi. Car le prix de la transaction, en parallèle, continue à augmenter.

De plus certains font le chemin inverse et profitent de la réputation internationale de "ceux qui sont engagés et respectent la contrainte écologique sur leurs conditions de croissance", alors qu'en réalité ils ne satisfont pas les critères de l'accord. Ce comportement opportuniste de "pangloss clandestins" est aussi appelé "greenwashing" il n'est pas exclusif au pays, il peut s'agir de d'entreprises aussi. Or ces comportements ne sont pas autrement décriés que par la nécessité de respect du développement durable, un enjeu qui est jugé insuffisant aujour d'hui et qui manque d'un rang de sanctions en cas de non respect des règles établies par et pour le climat. Ce manque de sanctions est imputable au manque d'institutions supranationales qui seraient en charge de cette responsabilité. Mais aussi à l'appat du prix par rapport restant dans la course. Par exemple, en 2018 une étude à notre regard du commerce international et du rendement relatif de l'exploitation agricole sur l'île de Bornéo, dont 10% de la superficie est dédiée à l'exploitation de l'huile de palme (soit 70% de produits naturels ratibonnés et donc une perte de beaucoup de la faune et de la flore endémique au profit du rendement de l'huile de palme) était plus acceptable, et compris au regard de la contrainte environnementale, car l'exploitation d'une autre huile comme le soja par exemple aurait beaucoup plus coûté en termes de surface d'exploitation (3,5 hectares vs 1 hectare d'exploitation pour le même rendement). Aussi il semblerait que dans certains cas les conditions de croissance soient déjà le plus optimisées au regard de la contrainte environnementale. Peut-être sont-elles



Code épreuve : 270

Nombre de pages :

Session : 2019

Épreuve de : ETH ESCP.

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Traite deux incognates finalement.

Cette recherche de rendement à tout prix, la  
chrématisitique pour Aristote est pourtant l'ais de disparaître.  
En effet après que l'on soit passé dans la année 1970'  
d'un "capitalisme contractuel" à un "capitalisme financiarisé"  
Michel AGLIETTA "Ma New Deal pour l'Europe", il semblerait  
que la finance se soit installée au plus profond de  
l'économie car celle-ci est une meilleure source de  
rendement que l'économie réelle. En effet d'après  
J. RICKARD "The Death of money" nous sommes passés  
d'un partage de la valeur ajoutée au fonction de la  
part du travail effectués à un processus d'extraction  
de richesse pur et simple. Sophie PITAN economiste  
du CEPII analyse en effet que la part du salaire dans  
le partage de la valeur ajoutée a diminué de 1,1%  
en France et 7% aux USA depuis 1971. Le tout  
au profit du revenu du capital des 1% à plus riches  
selon les USA. Ainsi la recherche de rendement qui  
sert à condition de croissance majeure aujourd'hui,  
(les marchés financiers étaient déjà de 1700 milliards en 2000),  
et qui se font en désaccord de la contrainte environnementale  
croissante, nous représente le majeur obstacle à la transition  
écologique. Car ces "trois ours" d'après  
A. GRAUB, que représentent les marchés financiers sont  
extrêmement étonnés et capturent une grande partie  
de la argent mondial. Selon eux 90% des flux



qui y transitent ne retombent pas dans l'économie réelle. Pour ZUCMAN il y avait 10% du PIB mondial dans le paradis fiscaux en 2014.

Ainsi au regard des 70 000 milliards de dollars qu'il faut lever, la contrainte écologique, environnementale apparaît insurmontable si on veut en outre tenir les conditions de la croissance aujourd'hui. Pourtant G. GIRAUD soutient que c'est possible. On peut peut-être créer un PFC une société de charte pilotée garantie par l'Etat qui a permis l'accueil des investisseurs privés étrangers en France pour financer la sauvegarde de la langue en crise. Pour G. GIRAUD il serait possible de faire un tel PFC en émettant des titres bancaires vertes qui seraient assurés par la BCF. Ce qui est possible et surtout au moyen de cela permettrait de limiter le biais du rendement, en effet les titres créés pourraient tout à fait être rentables, et même perdants. Cependant ce projet en appelle à une réinterprétation de traités européens comme Maastricht que la Commission de experts européens de la nation n'est pas pour l'instant pas enclins à accepter, quand alors?

Ainsi la capacité d'ajustement de la contrainte environnementale n'est pas suffisamment assurée aujourd'hui, elle ne peut donc pas encore modifier ou comme il faudrait les conditions de la croissance pour envisager un futur réalisable. Mais les choses sont en mouvement et la contrainte comme conditions de la croissance peut être à l'avenir d'une remise en question. En effet le PDG de Danone annonçant



Le 26 avril 2019 qu'il renvoyait à la retraite de  
plusieurs millions d'euros. Le Pdt d'AXA quand à lui  
affirmait ingénument qu'une planète à 4 degrés n'est pas  
assurable.



